



ACTUALITE DE LA RESISTANCE ANTI-IMPERIALISTE

n° 4 juillet 78

prix 2f50.

SOMMAIRE

RFA.....2 juin : libération / procès
.....à propos du "Canard Extradé"
EUSKADI.....Communiqué d'ETA sur l'opération "ZABORRA"
RFA.....arrestations - procès de Newerla
ZAIRE.....communiqués du FLNC
FRANCE.....Nucléaire: mobilisation d'une région entière
.....parution de "Peuples en lutte"
.....Pourquoi une commission d'enquête sur l'assas-
.....sinat d'Henri CURIEL ? -- Les escadrons de
.....la mort contre les révolutionnaires
.....pétition
.....procès en appel des trois sympathisants NARAP
.....à propos du "Cri des murs"
IRAN.....armement américain pour l'Iran
TAHITI.....une brochure d'informations sur la Polynésie

Uali

trois BR

ALLEMAGNE:

2 JUIN: libération/procès.

Il y a trop peu de bonnes nouvelles ces derniers temps; aussi, nombreux ont dû être ceux en Allemagne, qui se sont réjouis que, pour un prisonnier au moins, le risque de suicide soit complètement écarté... grâce à sa libération! En effet, le dernier jour de mai, Till Meyer quittait la prison de Moabit pour retrouver la liberté... et la vie.

Mais l'Etat allemand cherche à se venger et se tourne bien sûr et comme d'habitude contre les avocats et les prisonniers.

En effet, le nombre des avocats en prison en Allemagne augmente toujours. Il y a bien sûr et c'est le cas le plus connu Klaus Croissant. Mais il y a aussi ses deux confrères, qui travaillaient dans son cabinet et que l'on accuse d'avoir fourni des armes aux prisonniers de Stammheim, armes avec lesquelles ceux-ci se seraient suicidés. Leurs noms: ARMIN NEWERLA, ARNOLD MÜLLER sont quasiment inconnus du public. Et ils sont pourtant les victimes d'une horrible farce policière et juridique, car l'accusation que l'on porte contre eux, sans preuves, bien sûr, est l'une des plus absurdes qui soit. Pour eux pourtant ne jouent ni l'opinion publique qui pourtant ne croit pas aux suicides, ni la solidarité de caste qui a joué en partie pour Croissant. Pourquoi? En tous les cas, ces avocats risquent comme les accusés des procès de Stammheim, de Berlin, de Kaiserslautern, de Düsseldorf, l'enfermement à vie! (= auf Lebenszeit).

Aujourd'hui et après la libération de Till Meyer, un autre avocat se retrouve en prison: DETLEV MÜLLERHOF. Son crime: avoir rendu visite à son client le jour de sa libération; alors que ce jour-là est précisément le jour habituel de visite des avocats.

La justice(!) essaie elle d'utiliser ces événements pour obtenir enfin l'exclusion des avocats de confiance, exclusion dont nous disions dans un précédent numéro qu'elle était d'ores et déjà planifiée, voulue et que l'accusation fédérale ferait tout pour l'obtenir. C'est en effet une règle d'or de la justice d'exception allemande que d'obtenir dans chaque procès ces exclusions. C'est bien sûr une mesure de représailles caractérisée; contre les prisonniers pour lesquels les avocats de confiance sont souvent le seul véritable contact humain qui leur reste.

Quand à la ville de Berlin, pour trois mois, elle va être quadrillée de flics et comme en 77 après l'évasion de cinq filles, les photos des personnes recherchées vont être affichées, placardées, publiées, distribuées. Si le résultat est le même que la dernière fois, Till Meyer et ses libératrices(!) ont encore une belle vie de liberté devant eux.

~~~~~  
Klaus Croissant: A propos du "Canard extradé" journal de soutien à Klaus Croissant  
nous avons regretté le manque d'initiatives de soutien à Klaus Croissant, il vient de s'en développer une dont nous nous réjouissons bien sûr, bien que nos critiques sont nombreuses et profondes tant sur la conception générale politique qu'elle fait apparaître que sur des erreurs tactiques précises (qui sont la conséquence certainement de la conception politique) comme par exemple le peu d'informations données sur l'état du procès, le fait que la parole ne soit même pas donnée à Croissant, bien que celui-ci ait prononcé une importante déclaration à Stammheim, et le retard énorme de cette initiative ainsi que le peu de perspectives et d'idées d'action de soutien qu'elle propose; Pour nous, il nous semble important de laisser parler Croissant, car il donne une expérience vécue et politique de ce qui s'est passé contre les prisonniers de la RAF dont lui n'oublie jamais de parler contrairement au journal de soutien.

Le "Canard extradé" est un quatre pages imitant la présentation du "Canard enchaîné". Il est entièrement consacré à Klaus Croissant (ou peut-être serait-il mieux de dire aux atteintes aux droits démocratiques) et est revendiqué par des associations de juristes et certains partis d'extrême-gauche (PSU, trotskistes essentielle ment).  
voir texte de Klaus Croissant pages suivantes.



2)

EUSKADI: Communiqué sur l'opération "ZABORRA" = = = = =

Le n°398 de l'apl-b (source très précieuse de renseignements !) a publié le communiqué de l'ETA à propos de l'action du 18 juin 78. Il nous semble très important de le publier en entier:

"L'ETA, organisation armée pour la révolution basque revendique l'occupation du Gouvernement militaire de Gipuzkoa, qui a eu lieu ce matin et qui a été effectuée par la colonne "Eduardo Moreno Bergaretxe" de cette organisation, composée de trente hommes et femmes. Cette colonne, après avoir réduit à l'impuissance la garde et les sous-officiers, a procédé à l'occupation des dépendances intérieures du Gouvernement militaire, pendant trois quarts d'heure. Encore qu'un tir fortuit, qui s'est produit à l'intérieur de l'édifice, ait empêché la réalisation de tous les objectifs secondaires à caractère militaire, l'objectif principal a été pleinement atteint tel qu'il avait été assigné à cette opération: c'est-à-dire, la DISSUASION

Il n'y a eu aucune victime. Tous les membres de la colonne sont sains et saufs.

Il ne peut y avoir de démocratie au pays basque sans libération nationale.

Et elle passe aujourd'hui par la reconnaissance du droit à l'autodétermination et par la réalisation d'un statut de l'autonomie qui signifie pour le peuple basque une capacité d'autogouvernement réelle, et non une quelconque décentralisation administrative.

Nous connaissons très bien la politique que l'oligarchie et le centralisme madrilène ont appliquée à l'égard de toutes les revendications des travailleurs et des nations opprimées: parfois le silence, d'autres fois, de grandiloquentes promesses, mais vides; à l'occasion, des concessions hautement limitées, qui, aussitôt que c'est possible, sont retirées; il en a été ainsi sur l'amnistie, puis avec l'autonomie et sur le terrain de la lutte ouvrière, avec la loi d'action syndicale.

Pour le moment, est discuté aux Cortes le projet de constitution. Ce projet, qui a toutes les chances d'être approuvé tel quel, est clairement centraliste et contraire aux intérêts des travailleurs basques. Il nie totalement à notre peuple la capacité de décider de son propre destin (article 2); il discrimine et émarginé le basque et les langues des autres nationalités opprimées (art.3); il attribue à l'Etat, avec un caractère exclusif pratiquement la totalité des attributs qui pourraient configurer un autogouvernement réel (Titre VIII); il consacre l'économie capitaliste de marché, coupant à la classe ouvrière toute voie légale d'accès au contrôle des moyens de production. (art 29 et 32) et, enfin, il affirme que la mission de l'armée est de défendre, par la violence, l'"unité sacrée de l'Espagne" et l'économie capitaliste (art.10). Le Gouvernement se refuse à donner la possibilité aux organismes basques qui s'autofinancent, d'accéder à leur autonomie (il le fait au moyen des Conseils économiques), pose tous les jalons possibles à l'intégration de la Navarre à ces organismes, en un mot, nous refuse l'autonomie comme il y a peu, il prétendait nous refuser l'amnistie.

Face à cette politique, dont l'exécutif actuel est le parti gouvernemental U.C.D. (Union Chrétienne Démocrate), les partis de l'opposition réformatrice sont incapables de définir une alternative claire. A sa place, ils reculent, l'échine, et font marche arrière, devant la menace des pouvoirs de faits (Discours de Gutierrez Mellado à l'Aberri Eguna de 1978, entre autres) (L'Aberri Eguna est le jour de la fête de l'indépendance pour les Basques fêtée pour la première fois légalement, et pour la première fois sans répression massive cette année).

L'expérience nous a démontré que l'unique manière de faire front à cette politique est d'agir précisément comme n'agissent pas les partis réformatrices. Avancer au lieu de reculer, mobiliser les masses au lieu de leur recommander de rester assises chez elles, à attendre les pactes, combiner les méthodes d'action les plus radicales avec celles de la participation.



Que les pouvoirs de fait existent, c'est certain. Ils ne sont pas autre chose que l'arme de l'actuel gouvernement quand tombera la charrette démocratique. Et le potentiel armé dont il dispose, évidemment. Cependant les pouvoirs de fait ont été incapables d'éviter que le Pays Basque obtienne, pas à pas, l'amnistie et qu'aujourd'hui, la lutte anti-répression continue. Et ils ne pourront éviter que l'Euzkadi obtienne son autogouvernement. Pourtant ce ne sera pas facile: il ne suffira pas de présenter les revendications qui concrétisent cet autogouvernement, il ne suffira pas de le soumettre à de nouvelles élections; il faudra se mobiliser, et lutter. Avec tous les moyens en notre possession?

La différence entre un Euzkadi, région dotée d'attributs symboliques ou une nation avec la possibilité de s'organiser pour elle-même, et de mettre en place des relations solidaires avec les autres peuples a résider et réside en cela.

La permanence des pouvoirs de fait, du recours à la violence que l'Etat et la classe dominante se réserve toujours est précisément la raison de notre existence comme Organisation Armée. Face à la violence institutionnelle ou "incontrôlée" de l'oligarchie, les travailleurs basques ont eu besoin de se doter d'un instrument capable de lui résister. Et c'est la fonction que nous aspirons accomplir.

Beaucoup affirment que, dans un Etat démocratique, la lutte armée n'a aucun sens, qu'il n'en est nul besoin, que les organisations armées devraient se dissoudre. Ceux qui pensent ainsi ont oublié que l'Etat et ses forces armées servent seulement une classe, l'oligarchie, et ne représentent en rien les intérêts des travailleurs. Ils oublient aussi que cette oligarchie, nantie de l'impunité que lui confère le monopole de la violence, n'hésite pas, le cas échéant, à agresse l'ordre démocratique pour lui substituer la dictature quand elle voit vaciller ses positions.

Notre tâche, en ce moment politique, est donc double: d'un côté, comme garantie des conquêtes que les travailleurs du Pays Basque vont obtenir à travers leurs luttes; d'autre part, comme dissuasion face aux agressions possibles que la classe au pouvoir pourrait développer contre les travailleurs.

Nous ne prétendons, en aucun cas, nous substituer aux masses en lutte pour leur liberté, nous ne prétendons, d'aucune manière, posséder le remède infailible à tous les types de problèmes, ... Nos actions d'appui à la lutte des masses, nous les comprenons comme un élément de plus dans cette lutte, un élément de pression en faveur des travailleurs mais jamais comme un élément démobilisateur ou la place de solutions faciles.

Nous sommes aussi conscients de la limitation de nos possibilités, du déséquilibre de forces face aux appareils d'Etat. Ceci nous conduit évidemment à refuser l'affrontement frontal. Il en ressort aussi que, dans la mesure même où nous pouvons être utiles pour le développement de la lutte de masse, cette lutte de masse est nécessaire à notre existence.

De la manière qu'un groupe révolutionnaire armé complète la lutte de masse, il ne peut exister sans elle, ou s'il en est politiquement isolé.

Notre action s'inscrit dans ce contexte et a une double signification: c'est une action de soutien, qui représente pour nous un moyen de pousser plus avant notre politique.

C'est aussi une action d'avertissement à ceux qui voudraient enterrer le fait que le Pays Basque est une entité propre et un peuple, et, qui plus est, capable et voulant se faire entendre, et à ceux qui ne sont pas disposés à satisfaire les revendications politiques que notre peuple exige. L'usage de ces moyens va dépendre de l'attitude du pouvoir - dans sa version officielle ou "spéciale" à propos d'Euzkadi et de ce que la constitution permettra au Peuple basque...

ETA, organisation armée pour la Révolution, ne prétend pas imposer par les armes une alternative à la place du peuple et au-delà de sa volonté mais ne permettra pas que la Constitution espagnole et la menace des Forces armées empêchent que le Peuple basque puisse exercer librement son droit à décider



4)  
EUSKADI -- suite ) = = = = =

de son destin national. Au cas où son droit ne serait pas reconnu dans la Constitution et au cas où il n'y serait pas inscrit la possibilité d'accès à une économie socialiste soys la direction des travailleurs, l'ETA demande au Parti National basque, au Parti Socialiste ouvrier espagnol et au Parti communiste espagnol qu'ils se définissent clairement devant le peuple basque et et concrètement devant les travailleurs basques au sujet de leur négation du droit à l'autodétermination et de leur appui à la consécration de l'économie capitaliste de marché et appelle tout le peuple basque à participer à la campagne de mobilisation contre cette Constitution ainsi qu'à voter NON avec la garantie que notre intervention politicomilitaire sera là où la problématique des travailleurs se débat, dans la lutte pour un Etat basque indépendant, socialiste, réunifié et euzkadi."

Euskadi, (18-6-78) "

Rappelons à cette occasion que contrairement à ce que voudrait faire croire une campagne de presse à propos des "négociations ETA-gouvernement espagnol", ETA n'est certainement pas moins populaire qu'il y a quelques mois ou quelques années : rien d'étonnant à ce que Libé ( "la question basque" 24-7-78) multiplie les exemples de personnes "perplexes" devant les récentes actions d'ETA, allant même pour cela jusqu'à citer l'exemple édifiant (!) d'un militant, bien connu pour ses sympathies en faveur des "Milis"-c'est ainsi qu'on appelle la branche militaire de l'ETA- s'est empêtré dans une défense maladroite de l'action, coupant court aux questions les plus nettes." Le même journaliste prend la défense de "Cambio 16", hebdomadaire espagnol, alors que ce journal a depuis longtemps tenté de faire passer les combattants d'ETA pour de sinistres "assassins terroristes". On comprend tout lorsqu'on voit que l'article de Libé est signé par J.-M. Bourguerau, celui qui au cours de ses articles sur la RAF, a traité les camarades de "dinosaures".....

= = = = =  
ALLEMAGNE / Dernière minute:

Till Meyer est de nouveau en taule et ce grâce à la collaboration de pays dits socialistes. Après l'arrestation de quatre camarades, Brigitte Mohnhaupt, Rolf Clemens Wagner, Peter Jürgen Boock et Sieglinde Hofman en Yougoslavie, c'est aujourd'hui la Bulgarie qui se paie le luxe d'aider les flics allemands. Till Meyer affirme avoir été pratiquement kidnappé par des flics venus d'Allemagne agissant comme à Mogadiscio en terre étrangère. Il n'en reste pas moins que si la Bulgarie et la Yougoslavie livraient ces camarades, elles ne le feraient qu'en pleine connaissance des conditions de détention qui les attendent. Car la nouvelle des soi-disants suicides de Stammheim ne s'est certainement pas arrêtée au rideau de fer.

= = = = =  
PROCES DE NEWERLA :

Dans l'un des articles de ce numéro, nous signalons le problème terrible de l'emprisonnement des avocats qui ont le courage d'accepter la défense des prisonniers de la lutte armée, et nous indiquions qu'en dehors de KLAUS CROISSANT deux autres avocats de son cabinet étaient prisonniers: ARNDT MULLER et ARMIN NEWERLA.

Comme nous venons de l'apprendre, c'est le 26 juin que s'ouvrira le procès de ce dernier. A son procès comme à celui de KLAUS CROISSANT, il est nécessaire que de plus nombreuses personnes y assistent afin de montrer leur solidarité contre l'emprisonnement et l'isolement. Ce qui est possible...  
= = = = =



ZAIRE: communiqués du FLNC.

=====

Dans le n° 393 du 6 juin 78 de l'Agence de Presse Libération, ont été publiés plusieurs communiqués du FLNC. Nous les reproduisons.

Communiqué du 28-5-78 (apl-belgique)

" Suite aux multiples déclarations mensongères faites par Mobutu et largement diffusées par la presse occidentale, déclarations tendancieuses destinées à détourner l'attention de l'opinion internationale sur les véritables causes de la lutte du Peuple congolais contre son régime, le FLNC oppose à toutes les allégations un démenti formel et catégorique s'agissant de pillages des habitants de la ville de Kolwezi, des sabotages de ses installations minières ou encore de tribalisme.

Le FLNC qui est un mouvement d'audience nationale et de grande envergure, regroupe en son sein les enfants de toutes les régions du Congo, sans discrimination aucune; la preuve en est donnée avec l'appui massif de toutes les populations congolaises. Tout récemment encore la ville de Kolwezi caractérisée par la diversité tribale a confirmé son attachement au FLNC; désormais, condamné par le Peuple congolais, le régime impopulaire de Mobutu, avant sa disparition, tente encore de s'accrocher à des formules dépassées. Après avoir brandi le spectre soviéto-cubain, sans aucune preuve; après avoir accusé faussement la jamaïria libyenne, la République démocratique algérienne, la République démocratique allemande, de participation à la lutte légitime du Peuple congolais, Mobutu se trouve aujourd'hui rejeté définitivement par le Peuple congolais. Le FLNC tient à préciser que les Forces combattantes se sont comportées correctement durant les opérations dans la ville de Kolwezi ainsi qu'il a été confirmé par des nombreux témoignages rapportés par des ressortissants étrangers récemment revenus du Congo.

Le FLNC attire l'attention de l'opinion publique de ne pas prêter foi à des fausses déclarations impliquant le FLNC dans des actes imaginaires. Toutes ces manoeuvres n'ont pour but que de trouver des arguments permettant au régime en place de continuer l'exploitation du Peuple congolais.

L'objectif de la lutte légitime du Peuple congolais consiste à renverser le régime réactionnaire et néo-colonialiste de Mobutu pour mettre en place un régime nouveau, représentatif, responsable et capable de résoudre les véritables problèmes de la misère du Peuple congolais. Le FLNC qui est une organisation révolutionnaire du Peuple congolais, qui a su regrouper toutes les forces vives du pays en un seul mouvement politico-militaire entend mener cette lutte de libération jusqu'à la victoire de la volonté populaire; cette lutte est le prolongement logique du combat que mènent tous les peuples opprimés du monde, en vue de reconquérir leur droit à l'indépendance économique et politique de leur pays.

(....)

Dans cette action libératrice, le FLNC n'a cessé de rappeler que son objectif est de libérer le Peuple congolais tout entier de la dictature mobutiste et de l'exploitation.

Cependant, force lui a été de constater que les puissances occidentales, hier comme aujourd'hui, se sont envolées au secours d'un régime moribond sous prétexte de sauvegarder les vies de leurs ressortissants et leurs intérêts économiques que le FLNC n'a jamais mis en question.

S'agissant précisément des interventions militaires franco-belges dans notre pays, le FLNC constate que l'intervention française constitue incontestablement une ingérence impérialiste de la France dont les positions néo-colonialistes et expansionnistes sont bien connues.

Plus mitigées, les interventions belges portent le masque humanitaire sans dissimuler les arrière pensées économiques et stratégiques. Quelquesoit



6)  
déclarations du FLNC -- suite ) = = = = =

L'alibi, le FLNC est convaincu qu'une solution pacifique et amiable peut être trouvée pour sauvegarder la vie des ressortissants étrangers et les intérêts économiques établis au Congo, lesquels constituent pour nous une base indispensable pour notre développement. Mais, cela implique que les pays occidentaux comprennent la légitimité de la lutte du Peuple congolais conduit par le FLNC, ce qui pose préalablement le problème de la liquidation du régime corrompu et impopulaire de Mobutu."

L'apl-b a aussi publié un communiqué selon lequel le FLNC dément les informations données par Mobutu, selon lesquelles les combattants auraient "liquidé les otages":

" (...) le FLNC rappelle qu'il ne détient aucun "otage" civil et que seuls six militaires français se trouvent entre ses mains comme prisonniers de guerre ce qu'il a annoncé dès la libération des villes de Kolwezi et de Mutshatsha par ses combattants." (communiqué du 31-5-78)

Le FLNC a aussi envoyé à l'apl-belge un communiqué, le 6-6-78, à propos de la réunion qui s'est tenue à Paris entre 5 pays occidentaux:

"A l'occasion de la réunion de Paris entre les 5 puissances occidentales, à savoir, l'Allemagne fédérale, la Belgique, les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne, le FLNC constate que :

- 1- une réunion devant décider de la situation interne d'un Etat souverain se déroule en ce moment en dehors de toute participation de l'Etat concerné;
- 2- la-dite réunion, traitant de la situation de l'Etat "zaïrois" se déroule en violation flagrante des règles fondamentales de la Charte des Nations-Unies et de l'Organisation de l'Unité Africaine;
- 3- la fameuse thèse "l'Afrique aux Africains" chèrement défendue par M. Giscard d'Estaing, président de la République Française, et promoteur de cette rencontre, n'est pas respectée, aucune des puissances participantes n'étant africaine.

En conséquence, le FLNC estime que:

- 1- la souveraineté du Peuple "zaïrois" est délibérément violée par les puissances occidentales sus-mentionnées.
- 2- la fameuse sécurité qui fait l'objet de l'ordre du jour ne concerne nullement les populations "zaïroises", mais des populations occidentales vivant au "Zaire".
- 3- ceci constitue un retour au régime capitulaire du 19<sup>e</sup> siècle propre aux compagnies à Charte et contraire aux droits des gens.
- 4- les cinq puissances occidentales qui se prévalent de la démocratie, dénie au peuple "zaïrois" le libre choix de son régime politique.

De ce qui précède, le FLNC tire les conclusions suivantes:

- a- sous sa direction, le peuple du Congo-Kinshasa n'accepte pas et n'acceptera jamais l'aliénation de sa souveraineté nationale que Mobutu a totalement liquidée.
- b- toute décision issue de la conférence de Paris est, pour le peuple congolais guidé par le FLNC, nulle et non avenue;
- c- la seule solution conforme aux profondes aspirations légitimes du peuple congolais est aujourd'hui: la DEMISSION DU GENERAL MOBUTU.
- d- en dehors de cette seule et unique solution, le peuple du Congo-Kinshasa sous la direction du FLNC poursuivra la lutte armée face à n'importe quelle force d'intervention militaire aux côtés des troupes mobutistes."

= = = = =



(7)

Nucléaire: mobilisation d'une région entière = = = = =

Depuis Malville, on pourrait croire que la mobilisation anti-nucléaire s'est assoupie : il n'en est rien. Dans la vallée du Rhône, où plusieurs centrales sont en voie de construction, de nombreux comités locaux continuent la lutte contre EDF. Et leur ennemi est puissant: qui s'attaque à EDF en dénonçant les projets de construction des centrales à tellement de charges à lancer contre l'entreprise, vu l'énorme danger que cela représente, qu'il s'expose à une surveillance puis à une répression policière impressionnante. Ce n'est pas un hasard si à Malville des grenades offensives ont été lancées contre les manifestants, tuant Vital-Michalon et amputant deux autres personnes.

On peut toujours soutenir que l'énergie nucléaire n'est pas dangereuse si son exploitation est faite dans "de bonnes conditions de sécurité". Le fait est qu'il est pratiquement impossible de construire de telles centrales:

Haroun Tazieff à propos de la centrale de Cruas-Meysse (Ardèche):

" (...) En conséquence de quoi, EDF a pris la décision de se prémunir contre un choc d'intensité d'ordre VIII. Cette apparente sagesse est un leurre criminel.

La vallée du Rhône, en effet, comme celle du Rhin, est un fossé d'effondrement (ou graben) comblé par les alluvions du fleuve. Ce fossé est engendré par un réseau de failles parallèles, les unes bordières, les autres intérieures. Ce fossé est toujours actif, comme en témoignent par exemple les séismes, généralement faibles, qui s'y produisent. L'enquête d'EDF néglige délibérément le fait que les tremblements de terre extrêmement violents peuvent se produire dans ces régions et s'y sont d'ailleurs produits à l'époque historique: au XIII<sup>e</sup> siècle, Bâle, dans la vallée du Rhin, Avignon, dans celle du Rhône, ont été entièrement détruites par des séismes qui ont atteint l'intensité X ou XI sinon XII. Que sept ou huit siècles se soient écoulés depuis ne rend que plus proche le séisme majeur à venir.

La destruction accidentelle d'une centrale nucléaire, avec ses effroyables conséquences (désertification irréversible de toute la région contaminée par les éléments radioactifs, monstruosité héréditaires dans la descendance des survivants irradiés) rend à jamais inadmissible de prendre le risque, même très petit, d'un séisme d'intensité X ou plus. Or ce risque est loin d'être négligeable dans les vallées du Rhône et du Rhin. Les centrales que l'on y a édifiées représentent à cet égard une imprudence effrayante. Le fait de l'avoir commise à plusieurs reprises n'autorise pas à persévérer dans cette redoutable erreur. (...)"

Le comité régional Antinucléaire de Cruas-Meysse publie depuis plus de deux ans un bulletin, "le rocher de Métri", dans lequel on peut suivre la lutte antinucléaire qui est menée dans cette région. On y trouve de très nombreuses informations sur les centrales nucléaires, des informations qui sont complètement étouffées et pour les quelles il faut se battre quand on veut les obtenir.. Extrait du "Rocher de Métri" n°11 (15 sept 77).

" Un accident grave, camouflé en incident mineur, s'est produit le 1<sup>er</sup> juillet à l'usine de la COMURHEX (qui fabrique de l'hexafluorure d'uranium à partir d'uranium) de Pierrelatte. 7,6 tonnes d'hexafluorure d'uranium ont fui dans l'atmosphère, provoquant un "nuage" qui s'est promené sur la région. Les autorités ont menti: elles ont déclaré que le nuage n'avait pas dépassé les limites de l'usine, et que l'accident était sans gravité. Par la suite on a dû défoncer le sol de l'usine, contaminé. Mais les dégâts causés à l'extérieur de l'usine ont été ignorés. Bilan connu: une quinzaine d'hospitalisations. Deux personnes avaient dépassé la dose maximale admissible, une 3<sup>e</sup> approchait cette limite. Un silence prudent a été observé autour des conséquences éventuelles de cet accident.

Rappelons que l'usine d'EURODIF contiendra en permanence 18.000 tonnes d'hexafluorure, sous forme gazeuse, sous pression;



8)  
nucléaire -- suite ) = = = = =  
Autre extrait du "Rocher de Métri":

"Meyssse pose une plaque à la mémoire de Vital Michalon, première victime de la violence pro-nucléaire.

Cette plaque a été posée le 5 août (1977 ndarai) sur la mairie de Meyssse, devant une foule recueillie, en présence de M. le maire et de ses conseillers. On peut y lire "VITAL MICHALON MALVILLE 31 JUILLET 1977". (...)

Dans plusieurs villes de la vallée du Rhône, dont Montélimar, les plaques des rues ont été couvertes par des plaques semblables où on lisait: "RUE VITAL MICHALON 1946-1977 Tué à MALVILLE par le Fascisme électronucléaire".

En cette saison de plein tourisme, elles étaient particulièrement bien placées."

Nous publierons dans les prochains numéros des documents précis sur les centrales nucléaires, ainsi que des extraits de "consignes de sécurité en cas d'accident nucléaire"...ou comment on envoie tranquillement toute une population à la mort.

= = = =

On peut s'abonner au "Rocher de Métri". écrire au siège du Comité Régional Antinucléaire de CRUAS-MEYSSE - Mairie 07400 MEYSSE.

soutien financier ;chèque à Maurice Charre Drahly 07400 MEYSSE.CCP Lyon 1574 69 K.

= = = = =

#### Parution d'un nouveau bulletin: PEUPLES EN LUTTE

le n°1 de "Peuples en lutte" est sorti au mois de juin.titre:CONTRE LE TERRORISME D'ETAT ! Ce bulletin, fait par le Collectif anti-répression Peuples en lutte, comporte un dossier sur la "Convention européenne sur la répression du terrorisme", un texte demandant l'amnistie et la libération des prisonniers politiques, des informations sur les arrestations en Bretagne, sur le Cameroun, des "Nouvelles brèves", la charte du CAPL, un communiqué du Collectif des minorités nationales pour la Palestine à propos de "l'affaire d'Orly"... initiative à suivre...

= = = = =

#### POURQUOI UNE COMMISSION D'ENQUETE SUR L'ASSASSINAT D'HENRI CURIEL ?

Le 4 mai à Paris était assassiné Henri Curiel. Désigné à l'opinion publique par certains journaux comme le Point, Minute, Le Spiegel, comme un "terroriste", pire, le "responsable de réseaux terroristes", quelques mois auparavant, le but de cette campagne de presse a été atteint: on dirige les fusils de groupes fascistes ("commandos delta"... ) vers certaines personnes d'autant plus faciles à atteindre qu'elles ne sont pas clandestines, et on peut bien se rétracter par la suite, comme l'a fait le Spiegel.

Depuis, on a pu obtenir des informations plus précises sur cette organisation prenant le nom de "commando delta". En particulier, l'Humanité-Dimanche s'interroge sur la constitution à Tarbes d'une organisation comprenant des officiers d'active et de réserve de l'armée française, ayant choisi de "lutter contre le terrorisme par le contre-terrorisme". Fait très important, il a été confirmé par le Monde du 19 juillet que le "dossier Curiel" avait été remis à la presse par le SDECE "avec la complicité de la direction générale du service, décidée à porter un coup d'arrêt à des activités qualifiées d'occultes". Mais d'autres camarades sont menacés: ainsi; d'après les affirmations de Libération et de Rouge Rouge (21 et 22 juin 78) le prochain nom sur la liste noire des assassins serait celui d'un camarade qui a lui aussi été présenté comme le "patron de la RAF en France". Ce camarade a longtemps milité, à nos côtés et par de nombreux articles, (PH, Monde Diplomatique,...) contre l'extermination des prisonniers politiques en RFA. C'est bien ce qui lui est reproché. Afin de stopper ce processus de pure et simple suppression de militants, nous vous invitons à signer et faire signer la pétition suivante. = = = = =



## LES ESCADRONS DE LA MORT CONTRE LES REVOLUTIONNAIRES ?

D'après des informations publiées par les journaux Rouge et Libération notre camarade Jean Asselmeyer pourrait devenir l'une des prochaines victimes des "commandos Delta" qui ont assassiné Henri CURIEL.

Comme dans le cas de Henri Curriel, J.A. est mis en cause par plusieurs journaux : Minute, Valeurs Actuelles, France-Soir, le Spiegel, VSD. Une certaine presse essaie de le présenter comme le "responsable des"réseaux de soutien à la RAF" et d'autres organisations révolutionnaires. Valeurs Actuelles allait jusqu'à dire: "le cas de Henri Curriel n'est pas unique.

Des rapports officiels existent à plusieurs échelons, entre autres émanant de la Sécurité Militaire. Pourtant les responsables que l'on retrouve parmi les officiers d'active et de réserve nostalgiques de l'OAS, ainsi que dans certaines affaires proches du CNPF où figurent en bonne place d'anciens col-laborateurs, sont connus des autorités. Que font les services de police et de renseignements, que font les magistrats ?

Il est grand temps de mettre fin aux complicités, du SDECE à la DST, de mettre sur place une commission d'enquête afin de neutraliser les commandos d'assassins.

Cette organisation, qui s'appuie sur les mêmes forces qui en Allemagne ont financé le nazisme, menace vraiment la démocratie. Il est dangereux de qualifier cette organisation de "contre-terroriste", c'est déjà tomber dans le piège tendu, celui d'une stratégie de la tension, piège qui amène aussi à considérer des camarades de la Fraction Armée Rouge comme terroristes. Alors que leur lutte est dirigée contre la terreur: leur action la plus connue était justement dirigée contre un ordinateur qui planifiait les bombardements des populations vietnamiennes. Une bombe contre un poids de bombes sur le Vietnam du nord plus grand que pendant toute la seconde guerre mondiale. Arrêtons l'hypocrisie. Où sont les terroristes ?

Continuer à parler d'"anti-terrorisme" dans ce contexte, c'est faire le jeu des assassins, de ceux qui assassinent en prison, internent les avocats, K. Croissant, A. Newerla, A. Müller, ceux qui bafouent les lois démocratiques comme le droit d'asile. La prison de Stuttgart-Stammheim se trouve dans un land dont le président du conseil des ministres, Filbinger, procureur nazi faisait encore exécuter des déserteurs après la capitulation du Reich.

Jean Asselmeyer a dénoncé cela par un travail de presse, d'information. Sous le pseudonyme de Fred Mohr il a publié de nombreux articles contre l'extermination des prisonniers politiques, au Monde Diplomatique, à Politique Hebdo, aux Temps Modernes comme auteur d'un film "De qui dépend que l'oppression demeure" (passé à TF1 en 1975) avec Sartre et Croissant etc.. Il collabore à "Combattants anti-impérialistes" et "Actualité de la résistance anti-impérialiste".

Il est temps de tout mettre en oeuvre pour arrêter des assassins qui, incapables de s'attaquer aux combattants, s'en prennent aux avocats, journalistes, parents, à tous ceux qui comme J. Asselmeyer, veulent défendre les prisonniers.

**HALTE AU TERRORISME ! HALTE AUX ESCADRONS DE LA MORT !**

pour toute aide s'adresser à "Actualité de la résistance anti-impérialiste"  
c/o les Temps Modernes

26 rue de Condé 75006 Paris

aide financière compte J.A. BNP 85166-74



Après les révélations parues dans la presse concernant l'existence d'une organisation ayant pris le nom tristement célèbre de "commando delta" pour revendiquer les assassinats de Laid Sebaï et de Henri Curiel,

Compte tenu du fait que l'assassinat de Henri Curiel avait été précédé par une campagne de presse diffamatoire et qu'une campagne semblable a été menée contre Jean Asselmeyer (auteur de nombreux articles contre l'extermination des prisonniers politiques, dans le Monde Diplomatique, à Politique-Hebdo, aux Temps Modernes, sous le pseudonyme de Fred Mohr, co-auteur du film "De qui dépend que l'oppression demeure", diffusé à TF 1 en 75), qui par Minute, Valeurs Actuelles, le Spiegel, a été présenté comme le responsable de réseaux qualifiés par ces journaux de "terroristes",

et après les articles du 26-6-78 (Libération) et du 27-6-78 (Rouge) affirmant que Jean Asselmeyer serait la prochaine victime de cette organisation,

- 1) Nous considérons qu'il existe une réelle menace pour la vie de Jean Asselmeyer.
- 2) Nous protestons contre l'impunité dont jouit une certaine presse qui joue le rôle de complice de cette organisation criminelle en préparant l'opinion publique à ces crimes
- 3) Nous demandons la création d'une commission d'enquête sur les agissements de cette organisation afin de l'empêcher de faire d'autres victimes dans le but de développer un climat de terreur et de violence aveugle.

signatures:



=====

A PROPOS DU TEXTE DE KLAUS CROISSANT: nous avons promis pour ce numéro la publication de la déclaration de KLAUS CROISSANT du 8 mai sur les faits. Ennuï technique...nous la publierons donc dans le prochain bulletin.

=====

Le Collectif pour l'Information et la Popularisation des Luittes Polynésiennes a rédigé une brochure que l'on trouve dans de nombreuses librairies. Son titre: "TAHITI : UN MYTHE QUI DURE..."

Des informations sur les "phases du néocolonialisme et du capitalisme en Polynésie française". Le collectif avait appelé à un meeting en mai de soutien aux sept indépendantistes tahitiens emprisonnés et dont le procès a été reporté en septembre, et nous espérons que de nouvelles initiatives prendront vie avant que ce procès commence.

Extrait de la brochure - p 38 -

"Le Gouvernement a donc décidé de porter un coup décisif à toutes les luittes de libération présentes en Polynésie, en jetant ces actes politiques au fond des oubliettes de l'ordre public. C'est à présent l'instauration d'un mode de répression plus systématique sur les Polynésiens. Nous n'en voulons pour preuve que l'effort budgétaire DOM-TOM 78 qui portait essentiellement sur le financement et le redéploiement des forces françaises d'occupation de la Polynésie; nous n'en voulons pour preuve que l'énorme mobilisation policière et militaire lors de la mutinerie du 14-1-78 (2 sections du BIMAT, une compagnie de légionnaires venus de MURUROA, une soixantaine de CRS mobiles, une dizaine de policiers, 6 surveillants.); enfin, nous n'en voulons pour preuve que l'envoi récent de quelques dizaines de CRS sur le Territoire. Il faut comprendre que des rapports de plus en plus dramatiques risquent de se constituer au fur et à mesure que les luittes anti-capitalistes et anti-colonialistes s'organisent. (...)"

=====

il faut renvoyer la PETITION de ce bulletin à l'adresse de "Actualité" ( il serait peut-être plus pratique de la photocopier..)

=====

ARMEMENT AMERICAIN POUR L'IRAN

on n'attend plus que l'accord de l'administration Carter pour vendre à l'Iran une très importante quantité de matériel militaire: la liste, dont le total s'élève, en prix, à plus de 9 milliards de dollars, comprend:

31 avions de chasse F-4 "Wild Weasel", 140 avions F-16, 70 avions F-14, des équipements électroniques destonés à la marine. D'après "El Moudjahid", des hauts fonctionnaires américains ont précisé que "l'équipement électronique du "Wild Weasel", utilisé à la fin de la guerre du Vietnam, n'a jusqu'à présent été vendu à aucun autre pays, et sa technologie a été communiquée uniquement à Israël".

Doit-on en déduire que le gouvernement afghan et les mouvements de libération proches de l'Iran auront encore plus de fil à retordre ? le gouvernement du Shah se donne des moyens pour continuer à jouer son rôle de gendarme...

=====



Nous avons commencé dans le numéro précédent la publication d'un texte des Brigades Rouges. Dans cette première partie-publiée il y a quinze jours, était analysée la crise que -- connaît le système impérialiste dans son ensemble et le type de réponse que celui-ci tente d'y apporter, et surtout -- le rôle dévolu en Italie à la Démocratie chrétienne dans la résolution de la crise: créer un consensus populaire pour -- soutenir la tentative de restructuration capitaliste.

Dans la suite du texte, après avoir montré comment cela se traduit sur le plan répressif, le texte s'attache surtout à montrer le rôle collaborationniste du PCI sans lequel cette politique de la Démocratie chrétienne n'aurait aucune chance de succès.

(nous reprenons la publication au point trois)

3: Le gouvernement d'Andreotti est l'expression la plus haute de la volonté de la démocratie chrétienne de "faire un bond politique",...pour se mettre au service de la bourgeoisie impérialiste.

Suivant le chemin tracé par l'Allemagne, élément fort et pionnier de la restructuration impérialiste en Europe, le gouvernement Andreotti a commencé la réalisation de la première étape d'une large restructuration de l'Etat en appliquant le principe de la construction d'un Etat policier derrière la façade d'une démocratie grotesque. Depuis plus d'un an, il a promulgué et utilisé toute une série de lois d'exception qui ont brusquement -- et profondément modifié l'image institutionnelle du pays. Il a restructuré tous les grands corps de l'appareil d'Etat pour les rendre plus efficaces, plus adéquats dans la lutte des classes; en outre, il leur a imposé une -- centralisation rigide pour éliminer les contradictions internes existant entre eux et qui les rendent moins efficaces dans leur entreprise de repression des forces révolutionnaires.

Ainsi, les juges ont perdu tout pouvoir autonome et se sont mis totalement au service de l'appareil policier, formant des tribunaux d'exception, menaçant les membres des avant-gardes communistes de centaines d'années de prison.

Les différents corps de police ont été réorganisés, rendus plus efficaces. Des pouvoirs exceptionnels leur ont été attribués, comme par exemple celui de tirer en pleine rue, d'arrêter sans mandat etc. Les unités anti-guérillas ont été dotées d'armement importants.

Finalement, on a créé de véritables camps de concentration, dans lesquels les combattants des avant-gardes communistes sont maintenus prisonniers, et où l'on essaie de les détruire politiquement et psychiquement et par là de terroriser tout le mouvement prolétarien.

Non seulement le gouvernement a réussi à imposer tout cela grâce à son appareil répressif, mais ses initiatives contre-révolutionnaires dans le domaine économique ne sont pas moins brutales. Dans ce domaine, il applique pratiquement la ligne qui consiste à restructurer l'appareil économique et financier national, ce qui signifie, éliminer les branches non productives et accentuer le contrôle sur la classe ouvrière pour l'adapter au programme de partage des sphères de production et de marché déjà fixé sur le plan international.

Ce que cela signifie pour la classe ouvrière est facile à résumer: renforcement de la militarisation et de l'exploitation dans les usines; attaques constantes des salaires par le blocage de l'échelle mobile et l'inflation



galopante; blocage des investissements et augmentation verticale du chômage entraînant une augmentation de la couche de ceux qui sont exclus du processus de production.

4 Mais un programme aussi ouvertement antiprolétarien et contre-révolutionnaire a tendance certes, d'une part, à réprimer l'antagonisme de classe, -- mais d'autre part, les couches venant du prolétariat et des groupes "marginiaux" et qui sont conscients de la nature antiprolétarienne et répressive de cet Etat deviennent de plus en plus larges. Cette situation n'aurait donc pas pu continuer longtemps si la D.C. n'avait pas veillé à ce que parallèlement à l'oppression de la lutte des classes soit développée une vaste campagne de mystification politique pour gagner de larges couches sociales au soutien du -- projet impérialiste.

Le meilleur instrument pour cela est le tristement célèbre "accord des six" conclu entre les partis politiques. Cet accord est aujourd'hui la meilleure garantie pour la construction de l'Etat policier; c'est le point culminant de la tentative de créer un consensus de soutien au projet de restructuration impérialiste de l'Etat.

L'accord des six, c'est la pénétration encore plus grande des partisans de Berlinguer dans la direction du pays et par là dans la réalisation du projet contre-révolutionnaire sous la direction de la D.C.

Après l'échec manifeste du "Compromis historique", du "nouveau modèle de développement", de la "voie nationale vers le socialisme", toutes formules qui se sont révélées être des formulations vides de sens et à l'échelle de l'utopie des projets alternatifs dépassés, les révisionnistes se sont mis définitivement et maintenant sans stratégie politique réelle, du côté des forces impérialistes et de leur politique contre-révolutionnaire.

Aussi, dans les usines, ils ne jouent plus d'autres rôles que ceux de flics, de traîtres et de provocateurs face aux avant-gardes autonomes, de contrôleurs et d'opresseurs des luttes. Ce sont toujours eux qui incitent le plus activement à la chasse aux terroristes et qui soutiennent la mobilisation réactionnaire de la classe ouvrière en organisant des manifestations de la "majorité silencieuse" pour la défense des maîtres, des chrétiens-démocrates et autres agents de la contre-révolution sans trouver d'ailleurs de véritable participation des travailleurs. Mais cette activité honteuse des partisans de Berlinguer apparaît aux yeux des travailleurs toujours plus clairement comme une activité qui va à l'encontre de leurs besoins et de leurs intérêts et est acceptée de plus en plus difficilement; alors qu'une partie de plus en plus importante de la classe ouvrière et du prolétariat se reconnaît dans la pratique de la lutte armée pour le communisme.

Les partisans de Berlinguer se démasquent de plus en plus comme des agents de la contre-révolution malgré leurs tentatives de chantage et de mystification par rapport aux organisations combattantes.

La preuve en est que les grèves dont nous avons parlé plus haut ne sont presque jamais annoncées comme telles auprès des travailleurs, mais les partisans de Berlinguer annoncent normalement et par une manoeuvre habile, les grèves et meetings pour des problèmes de tarifs et ce n'est qu'ensuite qu'ils opèrent un glissement, modifiant l'ordre du jour pour y intégrer la condamnation du "terrorisme".

Ces manoeuvres honteuses n'ont d'autres conséquences que de rendre ridicules les partisans de Berlinguer et de faire que la classe ouvrière est de moins en moins prête à participer à cette farce

et c'est pourquoi, ils emploient leur dernière arme, le chantage pur et simple pour obtenir cette misérable mobilisation et accusent les travailleurs, selon



14)

+16

la formule bien connue depuis de Cossiga: "celui qui ne combat pas le terrorisme ( c'est-à-dire la lutte armée pour le communisme), collabore avec lui.

Cette manoeuvre ne nous cause pas de soucis à long terme, même s'il faut être vigilant: la radicalisation de la lutte des classes et surtout le développement de la lutte armée, montrent de plus en plus clairement la fausseté et le caractère contradictoire des propositions du parti de Berlinguer. Ce sont des propositions qui non seulement ne correspondent pas aux intérêts des travailleurs, mais aussi coïncident avec ceux du capital multinational. Aussi nous ne doutons pas que le prolétariat saura comme toujours distinguer qui sont ses amis et qui sont ses ennemis.

Mais l'accord des six exige une analyse encore plus attentive dans la mesure où il ne signifie pas seulement une intégration encore plus grande des partis sans de Berlinguer au projet impérialiste, mais il constitue de plus une étape importante de ce projet, c'est-à-dire le passage définitif du pouvoir du parlement conçu comme une institution de médiation entre les partis et les groupes sociaux qu'ils représentent) à celui de l'Etat.

c'est-à-dire le passage de l'Etat comme expression des partis, aux partis comme expression de l'Etat.

C'est là un pas décisif dans la construction de l'Etat impérialiste au service des multinationales.

Cela signifie que l'exécutif directement contrôlé par le personnel impérialiste utilise les partis bourgeois et révisionnistes pour imposer sa propre politique, et les syndicats collaborationnistes comme instrument de mobilisation pour soutenir ses projets.

Si donc les petits partis néo-révissionnistes qui ont fait des efforts énormes pour envoyer leurs représentants au parlement et dans les gouvernements locaux, espéraient par là obtenir un champ d'action pour leurs petits jeux bien peu révolutionnaires, ils se sont fondamentalement trompés. Le seul résultat qu'ils ont atteint, c'est de freiner le développement du mouvement révolutionnaire, en se rangeant derrière la bannière du parti de Berlinguer.

L'exemple le plus clair est constitué par les gouvernements locaux où le pouvoir formel des "coalitions rouges" (union entre communistes, socialistes et autres) ne correspond nullement à un pouvoir réel. Celui-ci, en effet est dans les mains de la D.C. et de la bourgeoisie qui ont pu ainsi cependant rendre les révisionnistes responsables de la crise et du chaos qu'eux ont provoqués.

L'opposition développée par la DC contre les "coalitions rouges" est utilisée à son tour pour le projet chrétien-démocrate: par sa critique violente dénonçant l'incapacité de la "gauche" à résoudre les problèmes locaux, la DC apparaît finalement comme la seule force capable d'exercer le pouvoir. Dans cette situation la DC en est arrivée au point où elle instrumentalise l'insatisfaction justifiée des couches prolétarienne et dirige leur potentiel de lutte contre les coalitions incapables. Ces manoeuvres ouvertement démagogiques ont en tout cas une influence: elles font oublier qui est l'ennemi véritable: c'est-à-dire la DC et l'Etat.

(Suite du texte dans le prochain bulletin. Pour ceux que le morcellement du texte pourrait gêner, nous leur signalons que nous avons de toute façon l'intention de publier ce texte dans une brochure; mais il nous semble important de le porter dès maintenant au cours des semaines à la connaissance du maximum de camarades qui voulaient en savoir plus, après Moro, sur les conceptions politiques des Brigades Rouges!)

~~~~~


PROCES EN APPEL DES TROIS SYMPATHISANTS NAPAP

Nous avions annoncé, dans notre dernier bulletin, le procès en appel des sympathisants NAPAP, qui doit se dérouler le 30 juin au palais de justice à Paris. Nous publions ici un appel pour la libération de Frédéric ORIACH, Jean-Paul GERARD et Michel LAPEYRE, lancé par le Comité de soutien aux détenus politiques :

"Jean-Paul Gérard, Michel Lapeyre et Frédéric Oriach, inculpés de transport d'armes, ont été jugés le 23 mars 1978 et condamnés à 7 ans. L'excessivité de la peine, est le tribut qu'ils payent, à une justice, à un Etat qui au-delà des faits imputés poursuivent et criminalisent leurs idées, leurs opinions. Le 23 mars était le procès du délit d'opinion, le ministère public a requis non point sur les faits mais sur les idées qui les motivaient. Depuis leur arrestation, ils sont victimes de véritables machinations. Campagne de presse, calomnies, désignation de leur famille comme cible, enfin toute la mascarade de l'affaire Empain où pendant 48 heures, radios et télévisions répandaient que le baron Empain était otage contre leur libération.

7 ans de condamnation pour eux, alors que les assassins racistes frappent impunément, quand la milice patronale a licence de tuer aux portes des usines, quand les policiers tirent à vue et tuent "par méprise". Jean-Paul Gérard, Michel Lapeyre et Frédéric Oriach ont fait appel et passent de nouveau devant la justice le 30 juin à la 10^e chambre d'appel. Ils vont en appel pour dénoncer à nouveau la machination. Si la peine est maintenue, alors il sera définitivement clair qu'on les poursuit pour une vision de la société qui n'est pas celle du pouvoir d'état. Les soussignés déclarent récuser la justice d'exception."

Le Comité de défense des détenus politiques a publié une brochure dans laquelle des textes de prisonniers donnent beaucoup d'éléments sur les luttes menées en prison. Nous appelons à signer cette pétition, et surtout à venir très nombreux au procès en appel des sympathisants NAPAP pour exiger leur libération et montrer ainsi que leur lutte n'est pas oubliée; et que malgré le silence que l'on veut imposer autour d'eux de nombreuses personnes reconnaissent leur identité politique...

Le 30 juin à la 10^e chambre correctionnelle du palais de justice de Paris.

=====

A propos du journal mural: le "Cri des murs":

Si vous voulez tapisser votre chambre d'une manière intelligente et militante, il existe en France, le journal mural "le cri des murs". Les derniers numéros ont porté sur Croissant, l'Argentine, et le tout dernier informe sur l'intervention française en Afrique (Zaïre, Tchad, Mauritanie etc.) C'est là une forme originale d'information anti-impérialiste, et une forme efficace puisqu'il est possible d'afficher le journal dans des endroits publics (foyers, MJC, écoles etc.). Beaucoup de camarades connaissent déjà ce journal, nous rappelons ici simplement comment faire pour recevoir le journal:

abonnements: 55F (24 numéros). Achat en nombre: 10 exemplaires = 17F - 100 ex. = 120F.
Chèques à libeller à l'ordre d'IM.MEDIA.

=====